



La conduite algérienne au Sahel à l'épreuve de la crise malienne

« Algeria's Conduct in the Sahel in Light of the Malian Crisis »

Dr. Fadoua AMMARI

Docteure en Droit Public et Sciences Politiques - Université Hassan II-Casablanca (Maroc)

Résumé

Les développements survenus entre 2024 et avril 2026 invitent à reconsidérer la place de l'Algérie dans l'espace sahélien. Cet article soutient que la conduite algérienne au Sahel ne se laisse plus saisir adéquatement à travers la seule catégorie de « médiation ». Sans renoncer à ses principes doctrinaux classiques — souveraineté, non-ingérence, rejet des interventions extérieures et soutien aux causes dites « justes » — Alger agit désormais dans un environnement régional profondément reconfiguré par l'effondrement du processus d'Alger au Mali, la remilitarisation de la frontière nord-malienne et la projection croissante de la rivalité maroco-algérienne vers le Sahel. L'argument central est que cette évolution s'observe à trois niveaux étroitement imbriqués. Au niveau diplomatique, la rupture avec la médiation algérienne et la fin de l'Accord d'Alger de 2015 ont transformé Alger, aux yeux de Bamako, d'intermédiaire central en acteur contesté. Au niveau géostratégique, la séquence ouverte autour de Tinzaouaten en 2025 a déplacé la conflictualité vers la frontière algéro-malienne et accéléré la dégradation des cadres régionaux de coordination. Au niveau symbolique enfin, le retrait par le Mali de sa reconnaissance de la « RASD » et son alignement sur le plan marocain d'autonomie ont touché un dossier cardinal de la doctrine régionale algérienne. Dans ce contexte, les attaques coordonnées d'avril 2026 au Mali revendiqués par Jamaât Nusrat Al Islam wa Al Mouslimin (JNIM) et le Front de Libération de l'Azawad (FLA) révèlent un environnement stratégique où la relation Alger-Bamako est devenue un facteur structurant de la crise sahélo-saharienne.

Mots-clés : Algérie ; Mali ; Sahel ; Accord d'Alger ; Tinzaouaten ; Sahara; AES ; JNIM ; FLA.

Abstract

The developments that occurred between 2024 and April 2026 call for a reassessment of Algeria's position in the Sahelian space. This article argues that Algeria's conduct in the Sahel can no longer be adequately understood solely through the category of "mediation". Without abandoning its traditional doctrinal principles — sovereignty, non-interference, rejection of external interventions, and support for so-called "just causes" — Algiers is now operating in a regional environment deeply reshaped by the collapse of the Algiers Process in Mali, the remilitarisation of the northern Malian border, and the growing projection of the Moroccan-Algerian rivalry into the Sahel.

The central argument is that this evolution can be observed at three closely interconnected levels. At the diplomatic level, the rupture with Algerian mediation and the end of the 2015 Algiers Agreement have transformed Algiers, in Bamako's eyes, from a central intermediary into a contested actor. At the geostrategic level, the sequence opened around Tinzaouaten in 2025 shifted the locus of conflict towards the Algerian-Malian border and accelerated the deterioration of regional coordination frameworks. At the symbolic level, finally, Mali's withdrawal of its recognition of the "SADR" and its alignment with the Moroccan autonomy plan affected a cardinal issue in Algeria's regional doctrine.

In this context, the coordinated attacks of April 2026 in Mali, claimed by Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) and the Azawad Liberation Front (FLA), reveal a strategic environment in which the Algiers-Bamako relationship has become a structuring factor in the Sahelo-Saharan crisis.

Keywords: Algeria; Mali; Sahel; Algiers Agreement; Tinzaouaten; Sahara; AES; JNIM; FLA.



Introduction

L'analyse de la conduite de l'Algérie au Sahel a longtemps été dominée par une image relativement stable : celle d'une puissance de voisinage soucieuse de protéger sa profondeur stratégique au sud, réticente à toute intervention militaire étrangère, attachée à la souveraineté étatique et disposant, au Mali en particulier, d'un capital diplomatique considérable. Cette lecture s'enracine dans une trajectoire historique, où Alger a progressivement substitué à la diplomatie révolutionnaire des premières décennies une politique étrangère davantage orientée vers la défense de l'intérêt national, sans toutefois renoncer au registre normatif de l'anticolonialisme, du non-alignement et du soutien à l'autodétermination.⁸¹⁸ Les travaux académiques sur la politique étrangère algérienne ont ainsi montré que la réponse d'Alger aux crises sahéliennes relevait moins d'une logique d'expédition que d'une combinaison de prudence stratégique, de gestion frontalière, de médiation et de refus de l'internationalisation incontrôlée des crises régionales.⁸¹⁹

Cette matrice explicative demeure utile, mais elle ne suffit plus.⁸²⁰ Depuis la dénonciation par Bamako de l'Accord d'Alger en janvier 2024, la crise diplomatique née de l'incident du drone à Tinzaouaten en avril 2025, les fermetures réciproques de l'espace aérien, le retrait malien de cadres de coopération sécuritaire avec Alger, puis l'alignement officiel du Mali sur la position marocaine au sujet du Sahara en avril 2026, la relation algéro-malienne a changé de nature. Le problème n'est plus seulement celui d'un accord de paix fragilisé ; il est celui d'une requalification de l'Algérie dans l'imaginaire stratégique du pouvoir malien et, plus largement, dans les recompositions du Sahel post-ECOWAS et post-MINUSMA.⁸²¹

La thèse défendue dans ce papier est que l'Algérie n'est pas sortie du Sahel ; elle y est entrée dans une nouvelle séquence, marquée moins par la centralité de la médiation que par une gestion concurrentielle, défensive et sélective de son voisinage méridional.

Pour rendre compte de cette évolution, cet article mobilise la notion de gestion concurrentielle, défensive et sélective du voisinage méridional. Par cette expression, on désigne une forme d'action régionale dans laquelle l'Algérie n'exerce plus une médiation stabilisatrice à vocation quasi consensuelle, mais administre désormais son environnement sahélien selon une logique de protection de ses intérêts de sécurité, de mise en concurrence des influences régionales et de différenciation des partenaires selon leur degré d'alignement, de conflictualité ou d'utilité stratégique. Ce cadre permet de lire ensemble les trois dynamiques étudiées ici :

- Le premier niveau d'analyse, diplomatique, correspond à la dimension concurrentielle de cette gestion du voisinage méridional. Il montre comment l'Algérie, longtemps installée dans une position de médiateur central, voit désormais sa place disputée, contestée et requalifiée dans le cadre malien.

818 Mortimer, R. A. (2015). Algerian foreign policy: From revolution to national interest. *The Journal of North African Studies*, 20(3), 466–482.

<https://doi.org/10.1080/13629387.2014.990961>

819 Lounnas, D. (2014). Confronting Al-Qa'ida in the Islamic Maghrib in the Sahel: Algeria and the Malian crisis. *The Journal of North African Studies*, 19(5),

810–827. <https://doi.org/10.1080/13629387.2014.974033> ; Thieux, L. (2019). The dilemmas of Algerian foreign policy since 2011: Between normative entrapment and pragmatic responses to the new regional security challenges. *The Journal of North African Studies*, 24(3), 426–443.

<https://doi.org/10.1080/13629387.2018.1454651>

820 Normand, N. (2022). L'Accord sur la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger de 2015, est-il encore pertinent ? *Afrique contemporaine*, 274(2), 209-227. <https://doi.org/10.3917/afco1.274.0209>.

821 Présidence de la République du Mali. (2026, 11 février). *Vœux du corps diplomatique : le Président de la Transition rappelle les principes de la diplomatie souveraine du Mali*. Koulouba. <https://koulouba.ml/voeux-du-corps-diplomatique-le-president-de-la-transition-rappelle-les-principes-de-la-diplomatie-souveraine-du-mali/>



- Le deuxième niveau d'analyse, géostratégique, éclaire la dimension défensive de cette conduite régionale. À mesure que la frontière algéro-malienne devient un espace de friction, l'Algérie tend à privilégier une logique de protection territoriale et de contrôle sécuritaire face à un environnement perçu comme plus instable et plus hostile.

- Le troisième niveau d'analyse, symbolique, met en évidence la dimension sélective de cette gestion du voisinage. Il montre que l'Algérie ne lit plus les évolutions sahéliennes uniquement à travers le prisme de la sécurité immédiate, mais aussi à partir de leur compatibilité ou de leur incompatibilité avec ses lignes rouges doctrinales, au premier rang desquelles figure la question du Sahara.

Il convient toutefois de préciser d'emblée que le Mali, s'il constitue le cas le plus aigu et le plus conflictuel, n'épuise pas à lui seul l'analyse de la conduite algérienne au Sahel. Les évolutions observées depuis 2024 suggèrent plutôt une recomposition à l'échelle régionale, dans laquelle Alger combine confrontation ouverte avec certains voisins, réengagement diplomatique avec d'autres et réactivation de coopérations sectorielles là où ses marges de manœuvre subsistent. En ce sens, le Mali doit être lu comme un cas pivot au sein d'un dispositif plus vaste : celui d'une gestion différenciée du voisinage sahélien, structurée par des intensités variables selon les États, les enjeux frontaliers, les équilibres diplomatiques et les possibilités de réinsertion régionale.

1. Le niveau diplomatique : de la centralité médiatrice à la contestation de l'intermédiaire algérien

L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger en 2015⁸²², a longtemps constitué l'expression la plus accomplie de l'influence diplomatique algérienne au Sahel. Pour Alger, cet accord répondait à une double logique. D'une part, il permettait de contenir la volatilité du Nord-Mali en l'inscrivant dans un cadre négocié. D'autre part, il confortait le rôle de l'Algérie comme puissance de médiation dans son environnement immédiat.⁸²³ Cette posture s'inscrivait dans une tradition plus large : l'Algérie a souvent privilégié la facilitation politique, la gestion interétatique et la prévention d'une militarisation externe des crises sahéliennes.⁸²⁴

Toutefois, le processus d'Alger reposait sur une condition essentielle : que Bamako, les groupes signataires et le médiateur partagent encore un minimum de confiance mutuelle. Or cette condition s'est progressivement érodée. Dès avant la dénonciation officielle de l'accord en janvier 2024, les autorités maliennes accusaient Alger d'ingérence, notamment après des contacts entre diplomates algériens et représentants des groupes du Nord malien. Lorsque les autorités maliennes ont finalement annoncé la fin « avec effet immédiat » de l'accord, elle a explicitement invoqué des « actes d'hostilité » de la part de l'Algérie, en plus du changement d'attitude de certains groupes signataires.⁸²⁵ Le point mérite d'être souligné : Bamako n'a pas seulement déclaré un accord caduc ; il a disqualifié le médiateur principal.

Cette évolution ne peut être comprise sans prendre en compte la mutation générale de la politique étrangère algérienne après le Hirak. Plusieurs analyses soulignent qu'Alger a cherché, depuis 2020, à réactiver une diplomatie plus dynamique

822 Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. (2015, 20 juin). United Nations Peacemaker.

<https://peacemaker.un.org/fr/node/8825>

823 Lounnas, D. (2014). Confronting Al-Qa'ida in the Islamic Maghrib in the Sahel: Algeria and the Malian crisis. *The Journal of North African Studies*, 19(5), 810–827. <https://doi.org/10.1080/13629387.2014.974033>.

824 Thieux, L. (2019). The dilemmas of Algerian foreign policy since 2011: Between normative entrapment and pragmatic responses to the new regional security challenges. *The Journal of North African Studies*, 24(3), 426–443. <https://doi.org/10.1080/13629387.2018.1454651>.

825 Reuters. (2024, 25 Janvier). *Mali junta ends 2015 Algiers peace deal with separatist rebels*. <https://whtc.com/2024/01/25/mali-junta-ends-2015-algiers-peace-deal-with-separatist-rebels/>



et plus visible, centrée sur le voisinage immédiat et sur la réaffirmation du statut régional du pays.⁸²⁶ Mais cette réactivation s'est déployée dans un contexte beaucoup moins favorable que celui des années précédentes : fragmentation du Sahel, montée en puissance des autorités militaires, recul de l'influence occidentale classique, activisme russe, initiatives marocaines plus affirmées et crise durable des médiations multilatérales. Dans un tel contexte, la diplomatie algérienne n'a pas disparu ; elle s'est heurtée à des interlocuteurs de moins en moins disposés à reconnaître sa primauté.

Le cas malien est emblématique. À mesure que Bamako consolidait un récit de souveraineté restaurée, l'architecture diplomatique héritée de 2015 est apparue aux yeux des autorités comme un dispositif contraignant, voire comme un vecteur d'influence extérieure. Le médiateur algérien, jadis présenté comme garant d'un équilibre, a été requalifié comme acteur au mieux partial, au pire hostile. Cette inversion perceptive a une portée structurante. Elle signifie que la question n'est plus seulement celle de la mise en œuvre d'un accord de paix, mais celle de la légitimité même d'Alger à parler au nom d'un ordre régional au Nord-Mali.

Cette perte de centralité au Mali ne signifie cependant pas un effacement diplomatique homogène de l'Algérie à l'échelle sahélienne. Les signaux observés au début de l'année 2026 suggèrent plutôt une tentative de redéploiement sélectif. Le Niger apparaît comme l'espace le plus net de cette réouverture, à travers le rétablissement d'échanges de haut niveau explicitement placés sous le signe du bon voisinage et de la concertation sur les enjeux sahélo-sahariens.⁸²⁷ Le Burkina Faso relève d'une logique voisine, quoique plus sectorielle, marquée par la réactivation de canaux de coopération économique, énergétique et minière.⁸²⁸ Dès lors, la séquence actuelle doit être comprise non comme la fin de la diplomatie algérienne au Sahel, mais comme son passage d'une centralité médiatrice à une diplomatie de voisinage plus segmentée, plus pragmatique et plus inégale.⁸²⁹

2. Le niveau géostratégique : Tinzaouaten et la remilitarisation de la frontière algéro-malienne

Le deuxième niveau d'analyse est géostratégique. Il ne renvoie pas seulement à la géographie physique de la frontière, mais à sa transformation en espace de confrontation politico-sécuritaire. De ce point de vue, l'incident du drone malien abattu⁸³⁰ à la fin mars 2025 près de Tinzaouaten constitue un tournant. Dans son communiqué, le ministère algérien des Affaires étrangères a affirmé que le drone avait violé l'espace aérien algérien, en entrant sur 1,6 km avant d'adopter une trajectoire considérée comme hostile ; Alger a ainsi justifié sa destruction au nom de la défense de sa souveraineté.⁸³¹ Le

826 Middle East Council on Global Affairs. (2022, 28 September). *Algeria's foreign policy in the post Hirak era*. <https://mecouncil.org/publication/algerias-foreign-policy-in-the-post-hirak-era/>.

827 Algérie Presse Service. (2026, 16 février). *Volonté commune de préserver l'exemplarité des relations bilatérales et de faire face aux défis régionaux* [communiqué conjoint]. <https://www.aps.dz/fr/presidence-news/mlpn4sfu->

828 Ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, République algérienne démocratique et populaire. (2026, 13 février). *Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables en visite de travail au Burkina Faso* [version anglaise de la page officielle]. <https://www.energy.gov.dz/en/3039/minister-of-energy-and-renewable-energies-on-a-working-visit-to-the-republic-of-burkina-faso>

829 Koné, H., Sow, D., & Salia, R. L. (2026, 16 mars). *Le retour de l'Algérie au Sahel : crise ou opportunité ?* Institute for Security Studies. <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-retour-de-l-algerie-au-sahel-crise-ou-opportunit%C3%A9>

830 Ministère de la Défense nationale, République algérienne démocratique et populaire. (2025, 1er avril). *Sécurisation des frontières.. Un drone de reconnaissance armé abattu*. https://www.mdn.dz/site_principal/sommaire/actualites/fr/2025/avril/lutte01042025fr.php

831 Ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, République algérienne démocratique et populaire. (2025, 7 avril). *Déclaration du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, suite au communiqué publié par le Gouvernement de transition du Mali et au communiqué publié par le Conseil des chefs d'État de l'Union du Sahel* [version anglaise].



ministère algérien de la Défense a ensuite annoncé la fermeture de l'espace aérien algérien à destination et en provenance du Mali.⁸³²

Pour Bamako et pour ses partenaires de l'Alliance des États Sahéliens (AES), l'interprétation fut radicalement différente. L'incident fut présenté comme un acte hostile dirigé contre le Mali, puis comme un symptôme d'une bienveillance algérienne envers les adversaires de l'État malien au Nord. A ce sujet, il est relevé que la crise a pris d'emblée une dimension régionale : rappel des ambassadeurs, saisine du Conseil de sécurité, retrait du Mali et du Niger du Comité d'État-Major Opérationnel Conjoint (CEMOC), et montée d'une rhétorique de confrontation à l'égard d'Alger.⁸³³ Tinzaouaten a donc fonctionné comme bien davantage qu'un incident technique ; le lieu est devenu le point nodal d'une crise géostratégique.

Pourquoi cette zone est-elle si importante ? Parce qu'elle se situe au croisement de trois dynamiques. Premièrement, la reprise des hostilités entre Bamako et les groupes armés du Nord depuis la reconquête de Kidal en novembre 2023 a déplacé la conflictualité vers des espaces frontaliers très poreux. Deuxièmement, la présence d'acteurs armés non étatiques — séparatistes, extrémistes, trafiquants, réseaux hybrides — confère à la zone une densité sécuritaire particulière. Troisièmement, la proximité du territoire algérien transforme toute opération malienne en enjeu de souveraineté croisée. Tinzaouaten n'est donc pas un simple point de frontière ; c'est un espace où se superposent les logiques de guerre asymétrique, les logiques de sanctuarisation frontalière et les logiques de signal stratégique.

Dans cette séquence, la frontière algéro-malienne, longue d'environ 1300 Km, cesse d'être seulement un espace à surveiller ; elle devient un espace à interpréter. Pour Alger, la multiplication des violations ou quasi-violations de son espace aérien et l'instabilité du Nord-Mali renforcent l'impératif de contrôle.⁸³⁴ Pour Bamako, toute restriction imposée par l'Algérie peut être lue comme un empêchement de l'effort de guerre au Nord. Il s'ensuit une logique classique de dilemme de sécurité : des mesures perçues par Alger comme défensives sont reçues à Bamako comme hostiles, ce qui nourrit à son tour des accusations plus lourdes.⁸³⁵

Cette dynamique a encore été accentuée par l'érosion des mécanismes de coordination régionale. Le CEMOC n'était certes pas un instrument très actif, mais il représentait un cadre minimal de coopération sécuritaire entre l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie. Son affaiblissement, puis le retrait de certains de ses membres, ont réduit les canaux de gestion de crise au

<https://embastana.mfa.gov.dz/en/news-and-press-releases/statement-by-the-ministry-of-foreign-affairs-national-community-abroad-and-african-affairs-following-the-statement-issued-by-the-transitional-government-of-mali-and-the-statement-issued-by-the-council-of-heads-of-state-of-the-sahel-union>

832 Ministère de la Défense nationale, République algérienne démocratique et populaire. (2025, 7 avril). *L'Algérie décide la fermeture de son espace aérien au Mali*. https://www.mdn.dz/site_principal/sommaire/actualites/fr/2025/avril/mdn07042025fr.php

833 Koné, H., Koné, F. R., & Sow, D. (2025, 28 avril). *La crise diplomatique entre l'Algérie et l'AES appelle une médiation urgente de l'Union africaine*. ISS Africa. <https://issafrica.org/fr/iss-today/la-crise-diplomatique-entre-l-algerie-et-l-aes-appelle-une-mediation-urgente-de-l-union-africaine>

834 Ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, République algérienne démocratique et populaire. (2025, 7 avril). *Déclaration ... suite au communiqué publié par le Gouvernement de transition du Mali et au communiqué publié par le Conseil des chefs d'État de l'Union du Sahel* [version anglaise]. <https://embastana.mfa.gov.dz/en/news-and-press-releases/statement-by-the-ministry-of-foreign-affairs-national-community-abroad-and-african-affairs-following-the-statement-issued-by-the-transitional-government-of-mali-and-the-statement-issued-by-the-council-of-heads-of-state-of-the-sahel-union>

835 Gouvernement de la Transition du Mali. (2025, 6 avril). *Communiqué n°073 du Gouvernement de la Transition*. Ministère de la Sécurité et de la Protection civile. <https://securite.gouv.ml/uploads/communiques/17441241281482.pdf>



moment même où la frontière devenait plus inflammable.⁸³⁶ La fermeture réciproque des espaces aériens et la dégradation du langage diplomatique ont parachevé cette remilitarisation des perceptions.

Il faut toutefois souligner ici une nuance méthodologique importante. La crispation sur la frontière ne signifie pas mécaniquement que l'Algérie chercherait à déstabiliser le Mali. Une telle conclusion excéderait les preuves publiques disponibles. En revanche, il est défendable d'affirmer que la transformation de la frontière en zone de confrontation a modifié la perception malienne de l'Algérie : d'État voisin incontournable, celle-ci est progressivement devenue, dans le discours du pouvoir malien, une puissance susceptible d'entraver la projection militaire de Bamako vers le Nord. La frontière est devenue donc, l'une des scènes principales de la rivalité.

Il serait toutefois réducteur de lire cette géostratégie algérienne à travers le seul prisme coercitif de la frontière malienne. À l'échelle sahélienne, elle repose aussi sur une logique de prévention du débordement par la connectivité, les interdépendances et la diversification des appuis régionaux. Les rapprochements récents avec le Niger et les ouvertures sectorielles vers le Burkina Faso indiquent qu'Alger cherche également à stabiliser son voisinage méridional par des mécanismes de liaison, de coopération et d'encadrement diplomatique. La frontière n'est donc pas seulement une ligne de défense ; elle s'inscrit dans une géographie plus large de voisinages imbriqués, où l'Algérie entend empêcher la constitution d'un environnement régional entièrement hostile.

C'est pourquoi la notion de gestion différenciée du voisinage sahélien paraît plus heuristique que les catégories de retrait ou de retour. Elle permet de saisir une réalité plus nuancée : au Mali, la relation devient conflictuelle, défensive et symboliquement surchargée ; au Niger, elle tend vers la réouverture ; au Burkina Faso, elle passe par des coopérations ciblées ; dans d'autres segments du Sahel, elle s'inscrit davantage dans une logique de densification diplomatique et économique. L'Algérie ne se retire donc pas du Sahel ; elle y agit désormais selon une géométrie variable, façonnée par la combinaison des impératifs de sécurité, de statut régional et de rivalité géopolitique.

Un élément supplémentaire mérite d'être relevé à la lumière des attaques du 25 avril 2026 au Mali : la visite à Alger, les 27 et 28 avril, du commandant de l'US AFRICOM, le général Dagvin R. M. Anderson, puis la réception par le président Algérien, le 28 avril, de ce dernier aux côtés du secrétaire d'État adjoint américain Christopher Landau.⁸³⁷ Officiellement, les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération bilatérale et sur la promotion de la stabilité régionale, tandis que Christopher Landau a également mis en avant, côté algérien, la volonté de Washington de renforcer ses relations économiques, commerciales et sécuritaires avec l'Algérie. Toutefois, cette chronologie suggère avant tout que, dans un contexte sahélien fortement dégradé, Washington cherche à consolider un point d'entrée régional au plus près de la zone de crise, l'Algérie disposant d'une proximité géographique immédiate avec l'espace sahélo-saharien. Cette lecture doit d'autant plus être nuancée que Christopher Landau s'est ensuite rendu à Rabat, où il a réaffirmé le soutien des États-Unis à la souveraineté du Maroc sur le Sahara et à l'initiative d'autonomie marocaine comme base de règlement du différend. Le mouvement américain relève ainsi d'une diplomatie de présence et de contact avec les deux pôles maghrébins directement concernés par les recompositions sahélo-sahariennes.

⁸³⁶ Koné, H., Koné, F. R., & Sow, D. (2025, 28 avril). *La crise diplomatique entre l'Algérie et l'AES appelle une médiation urgente de l'Union africaine*. Institute for Security Studies. <https://issafrica.org/fr/iss-today/la-crise-diplomatique-entre-l-algerie-et-l-aes-appelle-une-mediation-urgente-de-l-union-africaine>.

⁸³⁷ Algérie Presse Service. (2026, 28 avril). *Le président de la République reçoit le Secrétaire d'État adjoint américain et le Commandant de l'Africom*. <https://www.aps.dz/fr/presidence-news/moixtsk6-le-president-de-la-republique-recoit-le-secretaire-d-etat-adjoint-americain-et-le-commandant-de-l-africom>



3. Le niveau symbolique : le Sahara, dossier cardinal de la doctrine régionale algérienne

Le troisième niveau d'analyse est symbolique, mais ce symbolique n'a rien de secondaire. Dans le cas algérien, la question du Sahara ne constitue pas un simple dossier diplomatique parmi d'autres ; elle renvoie à un noyau dur de représentation de soi, articulé à la fois à l'histoire anticoloniale, au principe d'autodétermination et à la rivalité structurelle avec le Maroc. Les travaux les plus récents sur l'Algérie post-Hirak montrent précisément que, loin de s'atténuer, la centralité de cette « cause juste » a été réactivée dans le discours et la stratégie extérieure d'Alger.⁸³⁸

Dans ce contexte, la décision malienne du 10 avril 2026 revêt une importance qui dépasse le strict cadre bilatéral. En annonçant le retrait de sa reconnaissance de la « RASD » et en apportant son soutien au plan marocain d'autonomie comme « seule base sérieuse et crédible », Bamako n'a pas simplement changé d'alignement diplomatique ; il a touché l'un des dossiers les plus sensibles de la doctrine régionale algérienne.⁸³⁹ Ce repositionnement s'inscrit lui-même dans un moment international particulier, marqué par l'adoption de la résolution 2797 (2025) du Conseil de sécurité et par l'élargissement des soutiens au plan marocain d'autonomie.⁸⁴⁰

La portée de cette séquence est double. D'une part, elle confirme que la tension maroco-algérienne déborde désormais plus visiblement vers le Sahel. Des analyses récentes soulignent que le Sahel est devenu l'un des terrains sur lesquels « *se projette la compétition entre Rabat et Alger* », dans un contexte où les États de l'AES cherchent de nouveaux partenariats économiques, diplomatiques et sécuritaires.⁸⁴¹ D'autre part, elle signifie que la relation avec Bamako n'est plus dissociable, pour Alger, de la bataille plus large autour de la légitimité régionale et internationale des positions sur le Sahara.

Le point central ici que, du point de vue d'Alger, le Mali n'est plus seulement un voisin sahélien en crise. Il devient aussi un maillon d'une dynamique régionale dans laquelle Rabat consolide ses gains diplomatiques, y compris auprès d'États longtemps situés dans des zones d'ambiguïté. Autrement dit, le dossier saharien reconfigure le regard algérien sur le Sahel, tout comme la scène sahélienne reconfigure le dossier saharien.

Cette articulation du sahélien et du saharien a des effets analytiques importants. Elle explique d'abord pourquoi la relation algéro-malienne s'est chargée d'une dimension affective et identitaire plus forte. Elle permet ensuite de comprendre pourquoi des gestes qui pourraient sembler, vus de l'extérieur, strictement diplomatiques — telle la reconnaissance ou non de la « RASD » — produisent des effets de sécurité régionale. Enfin, elle aide à interpréter les développements d'avril 2026 : les attaques massives revendiquées par le JNIM et le FLA au Mali ne démontrent pas forcément une implication algérienne, mais elles surviennent dans un climat où Bamako a publiquement accusé des voisins d'abriter ou de soutenir des forces

838 Thieux, L., & Farrah, R. (2025). Algeria and Western Sahara: Reactivating the principle of just cause in the post-Hirak era. *The Journal of North African Studies*, 30(4), 691–719. <https://doi.org/10.1080/13629387.2025.2480737>.

839 Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger. (2026, 10 avril). *Sahara marocain : La République du Mali annonce le retrait de sa reconnaissance de la pseudo « RASD »*. Diplomatie.ma. <https://diplomatie.ma/fr/sahara-marocain-la-r%C3%A9publique-du-mali-annonce-le-retrait-de-sa-reconnaissance-de-la-pseudo-rasd>

840 Conseil de sécurité des Nations Unies. (31 Octobre 2025). *Résolution 2797 (2025)*. <https://digitallibrary.un.org/record/4093660>.

841 Zarhloule, Y. (2025, September 11). *Between the Sahel and the Maghreb*. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/middle-east/diwan/2025/09/between-the-sahel-and-the-maghreb?lang=en> ; Meddeb, H. (2025, October). *Economic statecraft as geopolitical strategy: New dimensions of Moroccan-Algerian rivalry*. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/research/2025/10/economic-statecraft-as-geopolitical-strategy-moroccan-algerian-rivalry>.



hostiles.⁸⁴² Dans un tel contexte, la dégradation symbolique de la relation avec Alger devient elle-même un facteur de conflictualisation politique.

Conclusion

L'évolution récente de la conduite de l'Algérie au Sahel ne peut être réduite ni à la continuité pure, ni à la rupture absolue. Elle relève plutôt d'une recomposition. L'Algérie reste fidèle à un noyau doctrinal stable : défense de la souveraineté, rejet des ingérences extérieures, valorisation des solutions politiques et soutien persistant au principe d'autodétermination sur le dossier saharien. Mais la façon dont ces principes s'actualisent dans l'environnement sahélien a profondément changé. La fin de l'Accord d'Alger a érodé le rôle de médiateur consensuel. La séquence de Tinzaouaten a transformé la frontière nord-malienne en espace de confrontation. Le repositionnement malien sur le Sahara a, quant à lui, projeté dans la relation algéro-malienne une dimension symbolique de haute intensité.

La conséquence la plus importante est la suivante : l'Algérie n'est plus perçue à Bamako prioritairement comme un garant possible d'un compromis politique au Nord-Mali, mais comme un acteur stratégique à part entière, doté de préférences, de lignes rouges et d'intérêts concurrents. Ce basculement est majeur, car il modifie la structure même des perceptions régionales. Il permet également de comprendre pourquoi le réengagement algérien vers le Niger et le Burkina Faso en 2026 apparaît comme une tentative de reconstitution sélective de son influence sahélienne, alors même que la relation avec le Mali demeure la plus dégradée.

Dans cette perspective, le Mali est considéré à la fois, un théâtre de crise bilatérale, mais aussi il est le révélateur le plus intense d'une évolution plus vaste. La conduite algérienne au Sahel tend désormais à se déployer selon une logique de différenciation stratégique du voisinage, où coexistent confrontation, réengagement, coopération sectorielle et réajustement diplomatique. C'est cette combinaison, plus que le seul face-à-face avec Bamako, qui permet de comprendre la place actuelle de l'Algérie dans les recompositions sahélo-sahariennes.

À la lumière des attaques coordonnées de fin avril 2026 contre le Mali, une dernière précision s'impose. Ces attaques confirment que la crise malienne se déploie désormais dans un environnement régional où la relation entre Alger et Bamako est devenue l'un des paramètres centraux de la sécurité sahélo-saharienne. En ce sens, la véritable question n'est pas de savoir si l'Algérie « quitte » ou « revient » au Sahel ; elle est de déterminer sous quelle forme elle y agit désormais. La réponse proposée ici est claire : l'Algérie agit désormais au Sahel selon une logique de gestion concurrentielle, défensive et sélective du voisinage méridional, où se combinent contestation diplomatique, sécurisation frontalière et hiérarchisation politique des partenaires en fonction de leurs positionnements stratégiques.

Bibliographie

- Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. (2015, 20 juin). United Nations Peacemaker. <https://peacemaker.un.org/fr/node/8825>
- Algérie Presse Service. (2026, 16 février). *Volonté commune de préserver l'exemplarité des relations bilatérales et de faire face aux défis régionaux* [communiqué conjoint]. <https://www.aps.dz/fr/presidence-news/mlpn4sfu->

⁸⁴² Reuters. (2026, 21 Avril). *At Senegal forum, Niger and Mali say neighbours sponsor terrorism*. <https://www.reuters.com/world/africa/senegal-forum-niger-mali-say-neighbours-sponsor-terrorism-2026-04-21/>



- Algérie Presse Service. (2026, 28 avril). Le président de la République reçoit le Secrétaire d'État adjoint américain et le Commandant de l'Africom. <https://www.aps.dz/fr/presidence-news/moixtsk6-le-president-de-la-republique-recoit-le-secretaire-d-etat-adjoint-americain-et-le-commandant-de-l-africom>
- Conseil de sécurité des Nations Unies. (31 Octobre 2025). Résolution 2797 (2025). <https://digitallibrary.un.org/record/4093660>.
- Gouvernement de la Transition du Mali. (2025, 6 avril). Communiqué n°073 du Gouvernement de la Transition. Ministère de la Sécurité et de la Protection civile. <https://securite.gouv.ml/uploads/communiques/17441241281482.pdf>
- Koné, H., Koné, F. R., & Sow, D. (2025, 28 avril). La crise diplomatique entre l'Algérie et l'AES appelle une médiation urgente de l'Union africaine. ISS Africa. <https://issafrica.org/fr/iss-today/la-crise-diplomatique-entre-l-algerie-et-l-aes-appelle-une-mediation-urgente-de-l-union-africaine>
- Koné, H., Sow, D., & Salia, R. L. (2026, 16 mars). *Le retour de l'Algérie au Sahel: crise ou opportunité ?* Institute for Security Studies. <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-retour-de-l-algerie-au-sahel-crise-ou-opportunit>
- Lounnas, D. (2014). Confronting Al-Qa'ida in the Islamic Maghrib in the Sahel: Algeria and the Malian crisis. *The Journal of North African Studies*, 19(5), 810–827. <https://doi.org/10.1080/13629387.2014.974033> ;
- Middle East Council on Global Affairs. (2022, 28 September). *Algeria's foreign policy in the post Hirak era*. <https://mecouncil.org/publication/algerias-foreign-policy-in-the-post-hirak-era/>.
- Ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, République algérienne démocratique et populaire. (2026, 13 février). *Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables en visite de travail au Burkina Faso* [version anglaise de la page officielle]. <https://www.energy.gov.dz/en/3039/minister-of-energy-and-renewable-energies-on-a-working-visit-to-the-republic-of-burkina-faso>
- Ministère de la Défense nationale, République algérienne démocratique et populaire. (2025, 7 avril). *L'Algérie décide la fermeture de son espace aérien au Mali*. https://www.mdn.dz/site_principal/sommaire/actualites/fr/2025/avril/mdn07042025fr.php
- Ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, République algérienne démocratique et populaire. (2025, 7 avril). *Déclaration du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, suite au communiqué publié par le Gouvernement de transition du Mali et au communiqué publié par le Conseil des chefs d'État de l'Union du Sahel* [version anglaise]. <https://embastana.mfa.gov.dz/en/news-and-press-releases/statement-by-the-ministry-of-foreign-affairs-national-community-abroad-and-african-affairs-following-the-statement-issued-by-the-transitional-government-of-mali-and-the-statement-issued-by-the-council-of-heads-of-state-of-the-sahel-union>
- Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger. (2026, 10 avril). *Sahara marocain : La République du Mali annonce le retrait de sa reconnaissance de la pseudo « RASD »*. Diplomatie.ma. <https://diplomatie.ma/fr/sahara-marocain-la-r%C3%A9publique-du-mali-annonce-le-retrait-de-sa-reconnaissance-de-la-pseudo-rasd>
- Meddeb, H. (2025, October). *Economic statecraft as geopolitical strategy: New dimensions of Moroccan-Algerian rivalry*. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/research/2025/10/economic-statecraft-as-geopolitical-strategy-moroccan-algerian-rivalry>



- Mortimer, R. A. (2015). Algerian foreign policy: From revolution to national interest. *The Journal of North African Studies*, 20(3), 466–482. <https://doi.org/10.1080/13629387.2014.990961>
- Normand, N. (2022). L'Accord sur la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger de 2015, est-il encore pertinent ? *Afrique contemporaine*, 274(2), 209–227. <https://doi.org/10.3917/afco1.274.0209>.
- Présidence de la République du Mali. (2026, 11 février). *Vœux du corps diplomatique : le Président de la Transition rappelle les principes de la diplomatie souveraine du Mali*. Koulouba. <https://koulouba.ml/voeux-du-corps-diplomatique-le-president-de-la-transition-rappelle-les-principes-de-la-diplomatie-souveraine-du-mali/>
- Reuters. (2024, 25 Janvier). *Mali junta ends 2015 Algiers peace deal with separatist rebels*. <https://whtc.com/2024/01/25/mali-junta-ends-2015-algiers-peace-deal-with-separatist-rebels/>
- Reuters. (2026, 21 Avril). *At Senegal forum, Niger and Mali say neighbours sponsor terrorism*. <https://www.reuters.com/world/africa/senegal-forum-niger-mali-say-neighbours-sponsor-terrorism-2026-04-21/>
- Thieux, L. (2019). The dilemmas of Algerian foreign policy since 2011: Between normative entrapment and pragmatic responses to the new regional security challenges. *The Journal of North African Studies*, 24(3), 426–443. <https://doi.org/10.1080/13629387.2018.1454651>.
- Thieux, L., & Farrah, R. (2025). Algeria and Western Sahara: Reactivating the principle of just cause in the post-Hirak era. *The Journal of North African Studies*, 30(4), 691–719. <https://doi.org/10.1080/13629387.2025.2480737>.
- Zarhloule, Y. (2025, September 11). Between the Sahel and the Maghreb. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/middle-east/diwan/2025/09/between-the-sahel-and-the-maghreb?lang=en>